

FAITS MARQUANTS DE LA CONFÉRENCE SUR LES OCÉANS: LUNDI, 5 JUIN 2017

La Conférence sur les océans s'est ouverte lundi 5 juin 2017. La plénière a examiné les questions d'organisation et entendu des déclarations de représentants de haut niveau des États membres ainsi que de fonctionnaires des Nations Unies. Dans l'après-midi, un dialogue de partenariat s'est centré sur la pollution marine.

CEREMONIE CULTURELLE D'OUVERTURE

La Conférence s'est ouverte par une « Cérémonie Kava », une bienvenue traditionnelle fidjienne, suivi d'une vidéo Life on Earth sur les océans, avec la voix off de Sir David Attenborough décrivant les bienfaits des océans, les menaces que pèsent sur eux et les opportunités de les protéger.

PLENIERE

OUVERTURE: António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, a ouvert la conférence. La plénière a élu Josaia Voreqe (Frank) Bainimarama, Premier ministre des Fidji, et Isabella Lövin, Ministre de la coopération au développement international et du climat, et Première ministre adjointe de la Suède, comme Co-Président de la Conférence.

Rappelant que les océans ne connaissent pas de frontières, la Co-Présidente Isabella Lövin a remercié les Fidji pour leurs efforts décisifs visant à inclure la question des océans dans les programmes mondiaux, et a espéré que la conférence saura « changer les règles du jeu » comme les océans en ont besoin. Le Co-Président Frank Bainimarama a mis en exergue les menaces liées aux changements climatiques et aux déchets dans les océans, en déclarant qu'aucun gouvernement ne peut se permettre d'ignorer la magnitude de ces menaces, et a ajouté que les nations cupides et les intérêts commerciaux menacent d'autant les modes de vie des PEID.

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a souligné les multiples façons dont l'ODD 14 peut servir de feuille de route pour des océans propres, notamment: en mettant un terme à la dichotomie entre activités économiques et santé des océans; en construisant des partenariats solides et un leadership politique fondé sur le cadre juridique existant, par exemple concernant les AMP et la gestion de la pêche; en prenant de nouveaux engagements en matière de financement; et approfondissant nos bases de connaissances; et en partageant les meilleures pratiques.

Peter Thomson (Fidji), Président de l'Assemblée générale, a estimé que la Conférence des Nations Unies sur les océans est « la meilleure opportunité que nous aurons jamais d'inverser le cycle de déclin dans lequel les activités humaines ont plongé les océans »; a signalé que la pêche INDNR et les subventions nuisibles dans le domaine de la pêche, combinées aux changements climatiques, sont en train de réduire les stocks de poisson à des niveaux critiques; et a appelé à « rester fidèles » à l'ODD 14 et à l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Frederick Makamure Shava (Zimbabwe), Président du Conseil économique et social (ECOSOC), a plaidé pour des infrastructures résilientes et pour une industrialisation durable, ainsi qu'une mise en œuvre holistique de l'ODD 14 dans le cadre du Programme 2030. Wu Hongbo, Secrétaire général de la Conférence et Sous-Secrétaire général du Département des affaires économiques

et sociales des Nations Unies (DAES), a souligné le besoin de mesures urgentes et concrètes pour sauver les océans, ainsi que la nécessité de renforcer les capacités et d'améliorer les financements.

QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués ont adopté le règlement intérieur, l'ordre du jour et l'organisations des travaux pour la Conférence (UN/Conf.230/1-3).

DISCUSSION GÉNÉRALE: Le Président Evo Morales, Bolivie, a souligné qu'afin de protéger la Terre Mère pour les générations futures, les besoins des pays sans littoral en matière d'accès juste et équitable, et d'utilisation durable des océans et de leurs ressources doivent être pris en compte; a appelé à un changement de paradigme des modes non durables de consommation et de production vers le « bien vivre »; et a mis en exergue l'intention de son pays de déposer une plainte contre le Chili devant la Cour internationale de justice concernant l'accès de la Bolivie à l'océan.

Soulignant que le développement à n'importe quel prix va « hypothéquer » l'avenir de l'humanité, le Président Ali Bongo Ondimba, Gabon, a évoqué la désignation d'une AMP de 5000 kilomètres carrés et la mise en place d'un conseil maritime national et d'une stratégie marine intégrée. Le Président Peter Christian, États fédérés de Micronésie (EFM), a appelé le Président américain Trump à faire « ce que son pays a les moyens de faire » concernant les changements climatiques et les océans.

Le Président Baron Waqa, Nauru, a signalé l'accord conclu avec ses pays voisins sur des mesures proactives visant la gestion durable du thon, et a appelé la conférence à montrer l'efficacité de l'action multilatérale dans le traitement des défis interconnectés liés aux changements climatiques et aux océans, y compris la pêche INDNR. Le Président Robert Mugabe, Zimbabwe, a instamment souhaité mettre un terme à la pêche INDNR, notamment à l'aide de trois mécanismes régionaux de suivi et de surveillance de la pêche pour les océans du Sud de l'Afrique, d'Afrique orientale et Indien, et par la conclusion d'un instrument international juridiquement contraignant sur la BADJN.

Le Président Tommy Remengesau, Palaos, a salué le fait que le Programme 2030 soit par nature fondé sur la science, a exhorté les pays à ratifier l'Accord relatif aux mesures relevant de l'État de port pour lutter contre la pêche INDNR, et a proposé d'établir un « fonds bleu » pour la mise en œuvre de l'ODD 14. Enele Sosené Sopoaga, Premier ministre de Tuvalu, a souligné: l'approche de liaison intrinsèque de l'ODD 14; le besoin d'agir contre la pollution des navires et des épaves, d'éliminer la pêche INDNR et d'établir des limites pour les prises de poisson inférieures à l'extraction maximale durable; la réduction des plastiques à usage unique; et la conclusion opportune des négociations sur un IJC relatif à la BADJN. Henry Puna, Premier ministre des Îles Cook, a mis en exergue la fermeture de 60% de l'espace maritime de son pays à la pêche commerciale, et sa dépendance de 50% aux énergies renouvelables, avec une cible de dépendance à 100% pour 2020; et a instamment appelé à soulager la charge disproportionnée du gardiennage responsable des océans et à raviver l'engagement dans la lutte contre les changements climatiques.

Ranil Wickremesinghe, Premier ministre du Sri Lanka, a plaidé pour une économie maritime durable stimulée par des partenariats public-privé novateurs. Attirant l'attention sur les défis qu'affrontent des PEID, Mohamed Shaine, Ministre de la pêche et l'agriculture des Maldives, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a réitéré l'engagement de l'AOSIS

sur la mise en œuvre de l'ODD 14, notamment en enravant la pollution marine, l'acidification des océans et la pêche INDNR. Au nom des Maldives, il a indiqué que l'industrie de la pêche a été mise en phase d'élimination des plastiques à usage unique et de collecte des débris marins dans toute la zone économique exclusive (ZEE) du pays.

DIALOGUE DE PARTENARIAT 1: ENRAYER LA POLLUTION MARINE

Le Co-Président Luhut Binsar Pandjaitan, Indonésie, a décrit le plan d'action indonésien sur les débris de plastique et micro-plastique, qui vise à: stimuler un changement dans les comportements; réduire les fuites d'origine marine comme terrestre; réduire la production et la consommation de plastiques; et renforcer les mécanismes de financement et la mise en application de la loi. Le Co-Président Vidar Helgesen, Norvège, a souligné que les déchets en mer menacent l'écologie et l'économie des océans, et requièrent une attention politique; et a signalé le programme de développement récemment lancé par la Norvège pour lutter contre les déchets en mer. Le Modérateur Elliott Harris, ONU Environnement, a évoqué les mesures prises par des pays comme le Canada, la France, le Kenya et le Rwanda pour réduire les sources terrestres de pollution marine, notamment par l'interdiction des articles en plastique à usage unique et des micro-plastiques dans l'industrie cosmétique.

Nancy Wallace, de la National Oceanic and Atmospheric Administration, Etats-Unis, a mis en exergue les impacts négatifs de la pollution marine due aux plastiques, y compris l'ingestion desdits plastiques par les poissons et d'autres espèces marines emblématiques, et a salué la participation large au Partenariat mondial sur les déchets en mer. Kosi Latu, Directeur général du Secrétariat du Programme environnemental pour la région Pacifique (SPREP), a mis en avant l'adoption du document « Pacifique propre 2025: Stratégie 2016-2025 de gestion des déchets et de la pollution dans la région Pacifique », qui traite les déchets plastiques en mer mais aussi la question des séquelles telles que les fuites de carburant des vieux navires marchands.

Peter Kershaw, du Groupe conjoint d'experts sur les aspects scientifiques de l'environnement marin (GESAMP), a expliqué que les sources de micro-plastiques sont les produits d'hygiène personnelle, les microbilles en plastique brut et les fragments d'autres plastiques. Sybil Seitzinger, de l'Université de Victoria, Canada, a décrit des phénomènes de surcharge d'engrais, et a appelé à améliorer le traitement des eaux usées, la gestion des engrais et du fumier dans l'agriculture, et à réduire la combustion de carburants fossiles, en signalant que ces mesures auraient des co-avantages du point de vue d'autres ODD.

La BELGIQUE a mis en exergue l'action collective et la collaboration interdisciplinaire et multipartite, en signalant notamment les produits novateurs fondés sur des plastiques marins recyclés et la recherche universitaire. Les EFM ont souligné les défis des « grands États océaniques » et la nécessité de contrôler les sources terrestres de pollution marine. Les MALDIVES ont rapporté: une approche régionale de la gestion de déchets; une campagne et un partenariat national pour réduire, intercepter et recycler les plastiques en mer; et un soutien aux produits écoinnovants.

CHIPRE a souligné les risques des mers intérieures et semi-intérieures. La ROUMANIE a évoqué des technologies d'eutrophication et d'élimination des engrais en mer Noire. La Commission d'Helsinki sur la protection du milieu marin dans la zone de la mer Baltique (HELCOM) a fait rapport de la coopération régionale, intersectorielle et multipartite pour la mise en œuvre des normes mondiales en matière de pollution marine provenant de navires.

La JAMAÏQUE a évoqué des initiatives coopératives en matière d'efficacité énergétique maritime, d'espèces exotiques invasives et de gestion des eaux de ballast, et a signalé le besoin de volonté politique, de moyens financiers stables et de systèmes efficaces de collecte de données pour réaliser les ODD. L'IRLANDE a rappelé qu'elle a été la première à introduire un moratoire sur les sacs plastiques en 2002, et a annoncé son soutien à l'initiative de la Suède appelant à une interdiction des microbilles, y compris dans les détergents domestiques et les cosmétiques.

Les ILES MARSHALL ont appelé à partager l'information relative aux violations, de façon à pouvoir punir adéquatement les récidivistes; et ont souligné que l'efficacité des partenariats devrait se mesurer en termes de mise en œuvre. L'ESTONIE a appelé à transitionner vers une économie circulaire et a signalé un plan d'action à l'intention des ports pour la réduction des déchets en mer, ainsi qu'un plan d'action régional sur l'aquaculture.

Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a partagé des exemples de travaux conduits au Sri Lanka et au Bangladesh d'élaboration de structures de gestion des déchets solides et de stratégies de gestion intégrée des ressources en eau. L'ITALIE a mis en exergue un Mémoire d'accord avec ONU Environnement sur la gestion des déchets marins, a souligné le besoin d'aborder le bruit sous-marin, et a signalé les discussions nationales en cours sur l'interdiction des micro-plastiques.

Le PANAMA a réitéré son engagement envers la campagne mondiale Clean Seas d'ONU Environnement pour le nettoyage des déchets en mer et l'initiative américaine Trash Free Waters. Les PAYS-BAS ont évoqué l'interdiction des sacs plastiques mise en œuvre par l'île d'Aruba et le développement de la première centrale de valorisation énergétique des déchets dans les Caraïbes. L'UE a mis en lumière les engagements en matière de gestion des fuites de micro-plastiques, d'élaboration de stratégies de nettoyage dans une perspective d'économie circulaire, et d'investissement dans la recherche sur les relations entre les océans et la santé humaine. L'Institut STOCKHOLM INTERNATIONAL WATER INSTITUTE a appelé à: renforcer les capacités des communautés en amont pour résoudre des problèmes en aval; et intégrer la pollution marine dans les modes durables de consommation et de production.

Le PÉROU a décrit les défis d'une pollution galopante, et a rapporté des victoires remportées suite aux efforts pour améliorer la qualité de l'eau à travers des approches de gestion côtière. La TURQUIE a évoqué son plan d'action contre les déchets en mer et ses engagements visant à supprimer la gratuité des sacs plastiques, à recycler 60% des emballages et 35% des déchets recyclables, et à mettre en place un système de réception des déchets provenant des petits navires. La CHINE s'est engagée, entre autres, à contrôler exhaustivement le traitement des eaux usées, y compris l'élimination des points de décharge illégale des eaux usées; et à participer à la surveillance et la recherche technologique conjointes des déchets marins, y compris les micro-plastiques.

ONU ENVIRONNEMENT a mis en exergue: le lien entre la pollution marine et plusieurs ODD, et entre les sources terrestres de pollution marine et les programmes de développement; et le Programme mondial d'action sur les activités terrestres comme seul mécanisme intergouvernemental portant sur les liens entre eaux marines et eaux douces.

L'ALGERIE a signalé: un programme national de gestion intégrée des déchets ménagers, une politique relative aux sources terrestres de la pollution marine, et des impôts écologiques. ISRAËL a mis en exergue les accords sur les mers régionales, les lois nationales visant à mettre en œuvre les engagements internationaux, et la volonté d'assurer le respect des dispositions. Le HONDURAS a rapporté une augmentation de 80% dans la collecte de débris marins en provenance de navires.

THE OCEAN CLEANUP a décrit sa technologie permettant de collecter les plastiques en mer, en signalant de possibles dérivés permettant de détecter les plastiques avant qu'ils n'atteignent les océans et en encourageant la collaboration fondée sur les données scientifiques de l'initiative. WORLD ANIMAL PROTECTION a déclaré que les filets fantômes sont responsables de 10% du déclin mondial des stocks de poisson, et a signalé l'Initiative Global Ghost Gear et sa contribution à l'économie circulaire.

DANS LES COULOIRS

La Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'ODD 14, baptisée Conférence sur les océans, a démarré sur de grandes attentes, car de nombreux représentants de haut niveau ont souligné son rôle en tant que « dernière opportunité » de « changer les règles du jeu » pour stopper le déclin de la santé des océans. Le document final, un « Appel à l'action », a déjà fait l'objet de longues négociations intergouvernementales dans les mois qui ont précédé la Conférence, et certains participants ont estimé que son adoption officielle ne devrait pas être le seul critère pour mesurer le succès de la conférence. Un participant a expliqué que « l'Appel n'est qu'un cadre: le vrai travail est dans les engagements qui vont être annoncés tout au long de la semaine ». Dans cet état d'esprit, le Gabon, Palaos et les Iles Cook ont pris la tête du cortège d'engagements avec des initiatives ambitieuses sur les aires marines protégées, les énergies renouvelables et la prévention de la pollution. « Pour l'instant, les pays les plus petits ont placé la barre assez haut », a noté un délégué avant d'ajouter « les pays plus grands et plus riches doivent désormais leur emboîter le pas ».